

*Article 29 du Règlement*

Qui plus est, nous devons tous être consternés par les signes croissants de division et de conflit. Rien n'est plus tragique que les événements des deux derniers jours à Crossroads où les noirs se sont battus entre eux à l'incitation d'agents officiels du gouvernement. Peut-il y avoir quelque chose de plus diabolique et machiavélique qu'un tel abus de pouvoir et un tel cynisme?

Même les derniers vestiges de civilité disparaissent à cause de l'imposition de la censure. Le gouvernement de l'Afrique du Sud ne veut pas que le reste du monde sache ce qui se passe. Il interdit donc les caméras et emprisonne les journalistes. Le dernier symbole de la liberté d'expression a été enlevé non seulement aux habitants de l'Afrique du Sud, mais aussi au reste du monde. Nous affirmons dans notre motion que la situation se détériore. J'aurais voulu trouver des mots plus forts pour le dire. J'aurais voulu qu'il existe des termes parlementaires plus imagés pour décrire fidèlement tout le mal et toutes les choses abominables qui se font dans ce pays. Je suis donc tout à fait convaincu que les Canadiens veulent élever la voix et dire: cela suffit.

Voilà pourquoi nous désapprouvons les conseils fournis par le gouvernement du Canada, même s'ils semblent acceptables. Il veut une réaction lente et mesurée qui se développera progressivement pour devenir un consensus ou un accord lors de la réunion du Commonwealth en août. Ce sera peut-être trop tard. Il reste encore deux mois avant août. Je demande aux députés de réfléchir à ce qui pourrait arriver entre temps à ce pays et à ses habitants. Il faut agir dès maintenant. Nous voulons que le gouvernement prenne des mesures beaucoup plus énergiques et efficaces qu'il n'a été disposé à le faire jusqu'ici. Nous n'avons rien à redire à l'objectif qu'il vise et nous n'avons pas grand-chose à redire non plus aux mesures qu'il faudra prendre pour atteindre cet objectif.

Selon moi, le Canada doit prendre l'initiative. Nous sommes bien placés pour faire un pas en avant audacieux et peut-être même héroïque. Je pense que le public canadien est souvent très en avance sur son gouvernement quand il dit: «Trêve de conventions, de mondanités diplomatiques, et de politesses internationales». Il arrive un moment où il faut libérer sa conscience, la laisser prendre le dessus, au lieu de rester en veilleuse. Je crois que nous sommes à un de ces moments de l'histoire où nous avons une occasion de foncer en avant, de galvaniser et de mobiliser toutes sortes de nations et de peuples autour de la même cause.

Je lisais aujourd'hui un rapport disant que les ministres des Affaires extérieures de la Communauté économique européenne se réunissaient lundi. Ils vont prononcer le même genre de condamnations, ils vont fermer leurs ambassades comme nous les nôtres. Mais que se passerait-il si entre-temps, cette fin de semaine, le Canada, un pays hautement respecté par la communauté des nations, pays dont on sait qu'il ne juge pas à la légère ni à tort, déclarait qu'il veut interdire toute activité économique? Qu'en penserait le Danemark qui se bat pour essayer d'obtenir la même chose dans la Communauté économique européenne? Est-ce que cela n'aurait pas un effet de catalyseur sur les nations de la CEE, l'Allemagne de l'Ouest et la Grande-Bretagne, est-ce que cela ne les amènerait pas au moins à reconsidérer la situation et à dépasser pour une fois le stade des protestations diplomatiques?

Nous nous vantons souvent d'être une nation mûre et hautement respectée. C'est le moment d'abattre nos cartes. A quoi nous sert de les accumuler si à chaque fois qu'une occasion se présente de les jouer, nous disons: «Oh non, nous allons agir prudemment, intervenir avec modération»? Je crois que les Canadiens veulent que leur gouvernement prenne l'initiative dans ce domaine et ouvre la voie à la communauté mondiale.

Permettez-moi de vous donner un exemple de ce qui se passe aujourd'hui, monsieur le Président. Je ne suis pas au courant des entretiens qui se sont tenus au Cabinet avec le vice-président Bush, mais je sais que le Conseil de sécurité des Nations Unies pourrait tenir une réunion d'urgence lundi pour parler de sanctions économiques obligatoires et efficaces. Il est toutefois déjà arrivé que les États-Unis se servent de leur droit de veto pour empêcher les Nations Unies de prendre une initiative analogue.

● (1510)

Le vice-président Bush est dans la capitale aujourd'hui. Est-ce qu'on n'aurait pas fait un grand pas en avant si le vice-président Bush et le premier ministre avaient préparé un communiqué ensemble disant qu'ils avaient décidé d'assister à la réunion d'urgence des Nations Unies pour mettre le sujet sur le tapis et permettre aux différents pays du monde d'exprimer leur opinion? Quelle eut été l'influence d'une telle décision sur l'opinion mondiale? Quelle eut été la conséquence d'une telle décision pour la Chambre des communes britannique qui essaie de persuader le premier ministre de s'y prendre autrement? Comment l'Allemagne de l'Ouest et les autres pays auraient-ils réagi s'ils avaient appris que le pays le plus important et un des pays les plus respectés de l'Alliance occidentale disait qu'il était temps de s'y prendre autrement? C'est pourquoi nous demandons une intervention plus efficace. Il existe des possibilités.

Je voudrais attirer l'attention de la Chambre sur les initiatives annoncées par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il a annoncé la suppression de la propagande touristique et des restrictions sur les visas de quatre attachés qui sont à Washington. Il a annoncé la suppression de l'acquisition par le gouvernement de biens et de services de moins d'un million de dollars à l'Afrique du Sud. Cette décision va-t-elle vraiment donner mauvaise conscience à l'Afrique du Sud? Cette décision montrera-t-elle vraiment aux autres pays du monde que nous sommes sérieux?

Le gouvernement a essayé de faire croire qu'il avait pris une mesure importante. Toutefois, le public sait ce que nous aurions pu faire et quelles initiatives nous aurions pu prendre. La semaine dernière, il y avait un article dans le *Toronto Star* sur les grandes entreprises du gouvernement. L'une de nos sociétés d'État, Eldorado, obtient des millions de dollars de minerai d'uranium d'Afrique du Sud et le raffine ici. De l'uranium est également extrait de Libye, un pays qui est littéralement pillé, et amené au Canada avec la participation de la société d'État. Si le gouvernement avait dit que cela suffisait, n'aurait-ce pas été vu comme un geste important? Une telle initiative aurait eu l'énorme valeur symbolique que nous recherchons.